

Alors que les taux sont historiquement bas

Dynamisez vos placements court terme

	Moteur de dynamisation	Performances 1 an	Performances 3 ans	Volatilité 1 an	Encours en M€ 26/02/2010	Durée de placement conseillée
Union Trésorerie Plus	Arbitrage taux - Crédit	2,19 %	10,58 %	0,27 %	285	> 12 mois
Union Evolution	Crédit - Arbitrage taux	6,83 %	10,99 %	1,06 %	181	3 mois à 2 ans
Union Exclusif	Multistratégie	8,99 %	15,75 %	2,55 %	141	> 12 mois
Union Alpha ⁽¹⁾	Crédit - Convertibles	3,30 %	11,58 %	0,52 %	83	> 2 ans
Eonia moyenne arithmétique ⁽²⁾	Indice de référence	0,53 %	8,39 %	0,04 %		
Eonia capitalisé ⁽²⁾	Indice de référence	0,53 %	8,20 %	0,04 %		

(1) Union Alpha est assorti d'une garantie : la dernière valeur liquidative calculée de l'année N+2 ans sera au moins égale à la dernière valeur liquidative calculée de l'année N.
(2) Union Trésorerie Plus et Union Evolution ont pour indicateur de référence l'Eonia calculé en moyenne arithmétique ; Union Exclusif et Union Alpha ont pour indicateur de référence l'Eonia capitalisé.

Source Euromoney : performances cumulées et volatilité au 26/02/2010. Les performances passées ne préjugent pas des performances futures.



- **Diversité** Quatre fonds flexibles de trésorerie dynamisés par des moteurs diversifiés pour profiler vos placements court terme selon vos priorités
- **Performance** Des résultats qui dépassent l'Eonia dans un contexte de taux court terme historiquement bas
- **Solidité** L'expertise et la prudence d'une équipe de gestion stable au sein du groupe Crédit Mutuel-CIC

Si vous souhaitez investir, rapprochez-vous de votre conseiller financier qui vous aidera à évaluer les produits adaptés à vos besoins et vous présentera également les risques potentiels. Prospectus disponible sur www.cmcic-sicav.fr. Les fonds flexibles de trésorerie sont soumis aux évolutions de marché. Les performances passées ne sont pas un indicateur fiable des performances futures.

Retrouvez les fonds Union sur cmcic-sicav.fr ou 01 42 66 88 58

CM-CIC Asset Management
Gagner en performance & maîtriser les risques

Option DROIT & AFFAIRES

49166

Suppléments d'Option Finance n°1069 du 22 mars 2010 et d'Option Droit et Affaires n°22 du 17 mars 2010 - ISSN / 2105-1909

NUMÉRO SPÉCIAL

CONTENTIEUX COMMERCIAUX

L'HOMME DE L'ANNÉE
ERIC DEZEUZE

LES CLASSEMENTS D'OPTION DROIT & AFFAIRES

- LES CONTENTIEUX POST-ACQUISITIONS
- LES CONTENTIEUX BOURSIER ET FINANCIER
- LE DROIT PÉNAL DES AFFAIRES ET LES SANCTIONS AMF
- L'ARBITRAGE INTERNATIONAL

ET LE RÉPERTOIRE DES CONSEILS

LE PRIX DE L'INNOVATION JURIDIQUE LEADS



TABLE RONDE CONTENTIEUX VERS UNE REFORME GLOBALE DES PROCÉDURES ?



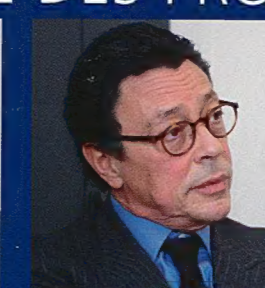
JEAN-FRANÇOIS PRAT



GEORGES TERRIER



JEAN VEIL



JEAN-MICHEL DARROIS



JEAN-PIERRE MARTEL

Trésorerie régulière

Fonds flexibles de trésorerie

Fonds flexibles

Fonds Obligations

Fonds diversifiés

Fonds Actions

Union

Alors que les taux sont historiquement bas

Dynamisez vos placements court terme

	Moteur de dynamisation	Performances 1 an	Performances 3 ans	Volatilité 1 an	Encours en M€ 26/02/2010	Durée de placement conseillée
Union Trésorerie Plus	Arbitrage taux - Crédit	2,19 %	10,58 %	0,27 %	285	> 12 mois
Union Evolution	Crédit - Arbitrage taux	6,83 %	10,99 %	1,06 %	181	3 mois à 2 ans
Union Exclusif	Multistratégie	8,99 %	15,75 %	2,55 %	141	> 12 mois
Union Alpha ⁽¹⁾	Crédit - Convertibles	3,30 %	11,58 %	0,52 %	83	> 2 ans
Eonia moyenne arithmétique ⁽²⁾	Indice de référence	0,53 %	8,39 %	0,04 %		
Eonia capitalisé ⁽²⁾	Indice de référence	0,53 %	8,20 %	0,04 %		

(1) Union Alpha est assorti d'une garantie : la dernière valeur liquidative calculée de l'année N+2 ans sera au moins égale à la dernière valeur liquidative calculée de l'année N.
 (2) Union Trésorerie Plus et Union Evolution ont pour indicateur de référence l'Eonia calculé en moyenne arithmétique ; Union Exclusif et Union Alpha ont pour indicateur de référence l'Eonia capitalisé.

Source Europerformance : performances cumulées et volatilité au 26/02/2010. Les performances passées ne préjugent pas des performances futures.



- **Diversité** Quatre fonds flexibles de trésorerie dynamisés par des moteurs diversifiés pour profiler vos placements court terme selon vos priorités
- **Performance** Des résultats qui dépassent l'Eonia dans un contexte de taux court terme historiquement bas
- **Solidité** L'expertise et la prudence d'une équipe de gestion stable au sein du groupe Crédit Mutuel-CIC

Si vous souhaitez investir, rapprochez-vous de votre conseiller financier qui vous aidera à évaluer les produits adaptés à vos besoins et vous présentera également les risques potentiels. Prospectus disponible sur www.cmcic-sicav.fr. Les fonds flexibles de trésorerie sont soumis aux évolutions de marché. Les performances passées ne sont pas un indicateur fiable des performances futures.

Retrouvez les fonds Union sur cmcic-sicav.fr ou 01 42 66 88 58

CM-CIC Asset Management
Gagner en performance & maîtriser les risques

Option Finance

Option DROIT & AFFAIRES

Suppléments d'Option Finance n°1069 du 22 mars 2010 et d'Option Droit et Affaires n°22 du 17 mars 2010 - ISSN / 2105-1909

NUMÉRO SPÉCIAL

CONTENTIEUX COMMERCIAUX

L'HOMME DE L'ANNÉE
ERIC DEZEUZE

LES CLASSEMENTS D'OPTION DROIT & AFFAIRES

- LES CONTENTIEUX POST-ACQUISITIONS
- LES CONTENTIEUX BOURSIER ET FINANCIER
- LE DROIT PÉNAL DES AFFAIRES ET LES SANCTIONS AMF
- L'ARBITRAGE INTERNATIONAL

ET LE RÉPERTOIRE DES CONSEILS

LE PRIX DE L'INNOVATION JURIDIQUE LEADS



TABLE RONDE CONTENTIEUX VERS UNE REFONTE GLOBALE DES PROCÉDURES ?



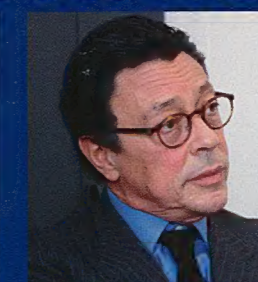
JEAN-FRANÇOIS PRAT



GEORGES TERRIER



JEAN VEIL



JEAN-MICHEL DARROIS



JEAN-PIERRE MARTEL

Galerie Canesso

Tableaux anciens



Agostino Tassi
Ponzano Romano (Rome), 1578 - Rome, 1644
L'arrivée de Cléopâtre à Tarse
Huile sur toile, 119 x 170 cm

CATALOGUE DISPONIBLE

EXPOSÉ À LA TEFAP - MAASTRICHT (12-21 MARS 2010) - STAND N° 378

26, rue Laffitte • 75009 Paris • Tel. + 33 1 40 22 61 71 • Fax + 33 1 40 22 61 81 • e-mail: contact@canesso.com www.canesso.com

Option
DROIT & AFFAIRES

Bibliothèque
CUJAS

49166
SOMMAIRE

LES CLASSEMENTS

6 Le prix de l'innovation juridique

Une affaire hors normes qui a perturbé l'AMF : EADS

10 Le point de vue de... **David Zakin**, vice-président et responsable du droit boursier à la direction juridique d'EADS

11 Le point de vue de... **Thierry Gontard**, membre du groupe de travail de l'AMAFI, associé du cabinet Simmons & Simmons

12 Les classements : état des lieux des acteurs du contentieux, du droit pénal des affaires et de l'arbitrage

13 Méthodologie des classements Option Droit & Affaires

14 Les contentieux post-acquisitions

16 Les contentieux boursier et financier

18 Le droit pénal des affaires et les sanctions AMF

20 L'arbitrage international

22 Contentieux - L'homme de l'année 2010

Eric Dezeuze : la force tranquille de Bredin Prat



LES CONTENTIEUX

28 Contentieux commerciaux et droit pénal : une gestion efficace des dossiers par les tribunaux

30 La table ronde d'Option Droit & Affaires

Contentieux financiers : vers une refonte globale des procédures

38 Le point de vue de... **Anne-Marie Guillaume**, directrice Grands Contentieux de la direction juridique de Total SA

39 Le point de vue de... **Roni Dersovitz**, fondateur de RD Legal Funding



SOMMAIRE

L'ARBITRAGE

- 40 L'arbitrage, voie de choix pour optimiser le management des litiges
- 42 **La table ronde d'Option Droit & Affaires**
Arbitrage : atout ou danger pour l'entreprise ?

ENTREPRISE ET EXPERTISE

- 50 **Le baromètre des directeurs juridiques**
- 54 Programmes de conformité : mythes, réalités et opportunités
- 56 Le point de vue de... **Marie-Laure Morin**, conseiller à la Cour de cassation
- 57 Le point de vue de... **Jean-Louis Di Giovanni**, associé de PricewaterhouseCoopers
- 58 Le point de vue de... **Frédéric Duponchel et Christophe Schmit**, associés d'Accuracy



LE RÉPERTOIRE

- 60 Accuracy
- 62 Freshfields Bruckhaus Deringer LLP
- 64 Gide Loyrette Nouel
- 66 Nixon Peabody
- 68 Cabinet Racine
- 70 SBKG & associés
- 72 Teynier, Pic & Associés

74 Laude Esquier Champey

Option Finance

Option Droit & Affaires

Supplément d'Option Finance n°1069 du 22 mars 2010 et d'Option Droit et Affaires n°22 du 17 mars 2010
ISSN / 2105-1909

Option Finance
91 bis, rue du Cherche-Midi
75006 PARIS
Tel : 01 53 63 55 55
Fax : 01 53 63 55 50

Directeur de la rédaction :
François Fahys 01 53 63 55 55
Rédactrice en chef : Ondine Delaunay
Chambaud 01 53 63 55 61
ondine.delaunay@optionfinance.fr

Rédaction :
Gaelle Fleitour 01 53 63 55 85
gaelle.fleitour@optionfinance.fr

Charlotte Simoni 01 53 63 55 73
charlotte.simoni@optionfinance.fr
Barbara Pinotteau 01 53 63 55 55
barbara.pinotteau@optionfinance.fr

Gabriel Mikulka et Olivia Dufour ont contribué à ce numéro.
Editeur : Lucy Letellier 01 53 63 55 56
lucy.letellier@optionfinance.fr
Conception graphique et maquette :
Florence Rougier 01 53 63 55 68

Publicité :
Régie : Option Finance SAS
91 bis, rue du Cherche-Midi
75006 PARIS
Tel : 01 53 63 55 56
Fax : 01 53 63 55 60
Assistante : Sylvie Alinc 01 53 63 55 63

Secrétaire Générale : Laurence Fontaine
01 53 63 55 54

Administration, abonnements
Service abonnements : B310 60732
Sainte-Geneviève Cedex. Tél : 01 53 63 55 55
Impression : Megatop
Avenue du Cerisier Noir, BP22- 86530
Naintré
N° de commission paritaire : 0411 T 83896
N° de commission paritaire : 0112 I 90179
N° ISSN : 2105-1909

Capital social : 2 043 312 euros.
Siège social : 91 bis, rue du Cherche-Midi
75006 PARIS
RCS Paris B 342 256 327

Principal actionnaire : PCDF Editions
Directeur de la Publication :
François Fahys
Option Finance édite : Option Finance,
Option Finance à 18 heures,
Option Droit & Affaires, Funds,
Family Finance, AOF, OFE

Option
DROIT & AFFAIRES

Le prochain magazine

Option **DROIT & AFFAIRES** paraîtra en mai



BULLETIN D'ABONNEMENT PRIVILÉGIÉ

A compléter et à retourner à : **Option Finance - Service abonnements B310 -**
60732 Sainte-Geneviève Cedex - Tél. 03 44 07 44 52 - Fax 01 53 63 55 60

J'accepte votre offre privilégiée et vous demande
d'enregistrer mon abonnement à **Option Droit & Affaires** au tarif de :

- ☐ Entreprises : 898 euros H.T./an
- ☐ Cabinet de moins de 10 avocats : 1 098 euros H.T./an
- ☐ Cabinet entre 10 et 50 avocats : 1 398 euros H.T./an
- ☐ Cabinet ayant plus de 50 avocats : 1 698 euros H.T./an

Mon abonnement privilégié comprend :

- La lettre hebdomadaire **Option Droit & Affaires** (46 numéros par an)
dont je recevrai chaque mercredi soir après 18 heures un exemplaire PDF pour
une diffusion électronique au sein de l'entreprise ou du cabinet ;
- Les hors-séries d'Option Droit & Affaires (6 numéros par an).

Je choisis le mode de règlement suivant : ☐ Chèque ci-joint à l'ordre d'Option Finance. ☐ Règlement à réception de facture.

☐ M. ☐ Mme ☐ Mlle Nom _____ Prénom _____

Fonction _____ Société _____

Adresse ☐ Professionnelle ☐ Personnelle _____

_____ Code postal _____ Ville _____ Téléphone _____

Très important : pour recevoir la lettre hebdomadaire **Option Droit & Affaires**, au format pdf chaque mercredi soir, il faut impérativement que vous indiquiez votre adresse email.

Date et Signature
(obligatoires)

Une gestion active,
c'est aussi une sélection
drastique d'obligations
afin de ne garder
que le meilleur.



Bibliothèque
CUJAS

depuis la création :
performance
annualisée de +5,1%
avec une volatilité
de 2,6%*

**Risque d'inflation, de hausse des taux,
de crédit ? Regardez mieux.**

Tous les ingrédients d'un environnement incertain, une excellente raison
pour rester flexible sur les différents actifs obligataires.

FF Global Strategic Bond Fund est un fonds obligataire flexible,
recherchant stabilité et performance via une gestion active des différents
segments obligataires sur l'ensemble des places financières mondiales
(ce fonds présente un risque de perte en capital).

Fidelity gère des actifs obligataires depuis 1982 avec des encours sous
gestion de plus de 34 milliards d'euros sur l'ensemble des segments
obligataires et dispose d'une équipe de 12 gérants et 34 analystes**.

www.fidelitypro.fr



la devise pour investir

Les performances passées ne préjugent pas des rendements futurs et ne sont pas garantes des résultats à venir.

*Source : Fidelity et Morningstar. Performances nettes de VL en VL, en euros, au 28/02/2013, depuis le lancement du fonds le 08/03/2011. Volatilité annualisée (mensuelle). Part A-Euro hedgé, code ISIN : LU0594300682.

***Source : Fidelity, données au 31/12/2012. Fidelity fournit uniquement des informations sur ses produits. Ce document ne constitue ni une offre de souscription, ni un conseil personnalisé. Nous vous recommandons de vous informer soigneusement avant toute décision d'investissement. Toute souscription dans un compartiment doit se faire sur la base du prospectus actuellement en vigueur et des documents périodiques disponibles sur le site Internet. Fidelity Funds est une société d'investissement à capital variable de droit luxembourgeois (SICAV). Ses compartiments sont autorisés à la commercialisation en France. Publié par FIL Gestion, SGP agréée par l'AMF sous le n° GP03-004, 29 rue de Berri, 75008 Paris. CP201308

Suppléments d'Option Finance n°1222 du 21 mai 2013 et d'Option Droit et Affaires n°169 du 15 mai 2013 - ISSN / 2105-1909

FRANK GENTIN,
président
du tribunal
de commerce
de Paris

«Dans les litiges
économiques,
une solution
négociée
est toujours
meilleure»

CLASSEMENTS
**CONTENTIEUX
DES AFFAIRES**

LE RÉPERTOIRE DES CONSEILS



BOUCKAERT ORMEN PASSEMARD SPORTES

Cabinet d'avocats



BOPS est un des premiers cabinets de niche à s'être spécialisé en **contentieux des affaires et arbitrage** pour une clientèle à forte prédominance internationale, constituée tant des principaux acteurs du domaine de l'assurance que d'établissements industriels et financiers de première importance. Fort de sa longue expérience, le cabinet offre les domaines d'expertise spécialisée suivants :

- Contentieux commercial : contentieux bancaires, litiges d'actionnaires et droit des sociétés, ruptures de relations commerciales
- Arbitrages ad hoc et institutionnels (CCI, CMAP)
- Assurance et réassurance : contentieux de couverture, responsabilité des dirigeants (D&O), recours subrogatoires et conseil réglementaire
- Responsabilité du fait des produits défectueux
- Droit aérien et spatial
- Risques industriels
- Responsabilité pharmaceutique et médicale
- Responsabilité environnementale
- Construction

BOPS est reconnu pour sa capacité à gérer les **dossiers complexes** et **litiges de masse** devant les tribunaux judiciaires et arbitraux.

La spécificité du cabinet est de fournir un travail rigoureux et approfondi sur chaque dossier, à la fois sur les questions purement juridiques et les questions techniques et financières pour lesquelles le cabinet travaille en étroite collaboration avec un réseau d'experts tissé de longue date pour garantir que les arguments techniques s'adaptent à la stratégie juridique.

Les avocats du cabinet ont une excellente connaissance du droit, mais aussi des usages et pratiques du monde de l'**assurance**, de la **construction**, de l'**aviation** et des **produits défectueux** (en particulier de l'industrie électronique et des produits de santé). BOPS est également aux avant-postes dans de très nombreux accidents industriels de premier plan et intervient dans des **situations de crise** afin de préserver les droits de ses clients et les assister dans le cadre d'expertises et de procédures judiciaires leur permettant d'obtenir l'indemnisation de leur préjudice ou de défendre leurs intérêts et leur réputation.

Bouckaert Ormen Passemard Sportes
Un cabinet dédié au contentieux des affaires

www.bopslaw.com

Option
DRIT & AFFAIRES

Bibliothèque
CUJAS

MARCHÉ ET ANALYSE

5 La justice en pleine mutation

6 **Entretien avec Frank Gentin, président du tribunal de commerce de Paris**

10 Contentieux corporate : les juges et les entreprises appelés à s'adapter

12 Application en justice d'un pacte d'associés : la clarté des clauses est déterminante

14 Contentieux financiers : les banques dans la tourmente

16 Le préjudice de l'actionnaire en cas de diffusion d'informations trompeuses

18 Third party funding : un cadre juridique à définir

20 L'expert financier dans les procédures arbitrales : Quelles spécificités par rapport aux procédures devant les juridictions étatiques ?

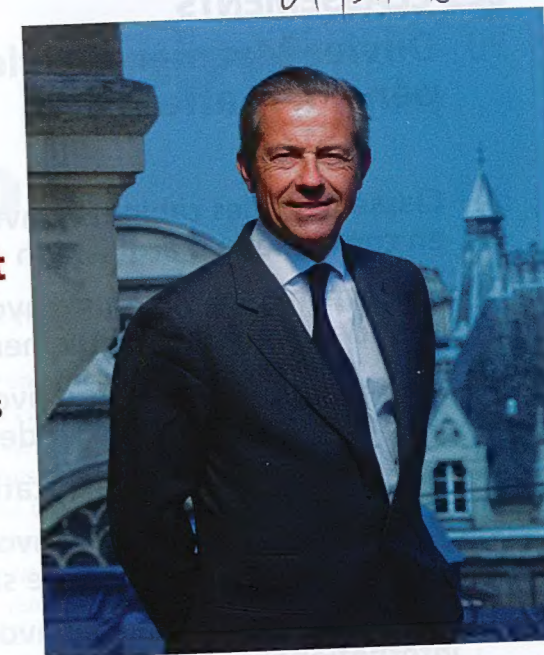
22 **Les tables rondes d'Option Droit & Affaires**
Les procédures amiables à l'honneur pour régler les différends



De gauche à droite : Jean-Bernard Dagnaud, médiateur, Sophie Henry, secrétaire générale du CMAP, Michel Behar, juge conciliateur au tribunal de commerce de Paris et Maud Neukirch, médiateur et associé fondateur d'Avenir Médiation

SOMMAIRE

49.166



Bibliothèque

valorisation

acquittés? Par ailleurs, les règles applicables en matière d'impôt sur les sociétés reconnaît l'efficacité de ces clauses, c'est sous réserve du principe de spécialité des exercices, avec donc potentiellement un effet fiscal net lorsque la réalisation de l'opération puis son annulation interviennent sur deux exercices différents.

Il est donc probablement fiscalement plus sage, lorsque les circonstances le permettent, de ne réaliser une opération qu'une fois l'ensemble des autorisations de tiers obtenues. En cette matière comme dans d'autres, patience est mère de sûreté ! ■

1. CE, 9^e et 10^e ch., 18 janvier 2017, n° 389004, Stago International.
2. Article 1961 du CGI.

Option DROIT & AFFAIRES

NUMÉRO SPÉCIAL

CONTENTIEUX

Souveraineté et ESG en ligne de mire



49.166

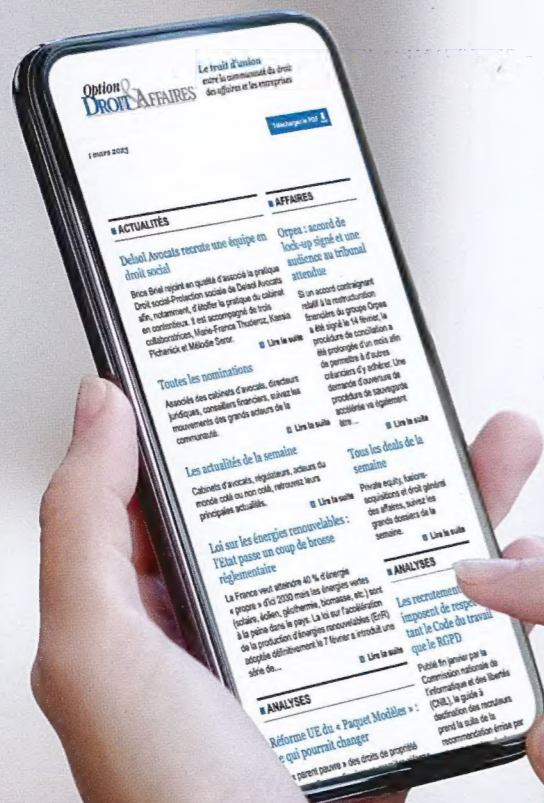
CLASSEMENTS
des cabinets d'avocats
et le répertoire
des conseils

LA CJIP
Un instrument en phase
de maturation

LA TABLE RONDE
Contentieux
environnemental :
quels enjeux pour les
entreprises ?

Jeunes cabinets d'avocats, PROFITEZ DE 15 % DE REMISE* sur votre abonnement à Option Droit & Affaires

Le trait d'union entre la communauté
du droit des affaires et les entreprises



CONTACTEZ-NOUS
abonnement@optionfinance.fr
01 53 63 55 58

Option
DROIT & AFFAIRES
WWW.OPTIONDROITETAFFAIRES.FR

* Offre réservée aux nouveaux abonnés

Sommaire

Bibliothèque Cujas

49.166

5 Souveraineté et ESG en ligne de mire

ENTRETIEN

6 Olivier Guersant, directeur général de la DG concurrence à Bruxelles

MARCHÉ ET ANALYSE

10 La CJIP : un instrument juridique en phase de maturation

16 L'action de groupe va-t-elle trouver un nouveau souffle ?

18 Les tables rondes d'Option Droit & Affaires

Contentieux environnemental : quels enjeux pour les entreprises ?

Devoir de vigilance, greenwashing... le
contentieux de l'environnement ne cesse de
s'élargir au-delà des seules problématiques
de pollution. Conséquences : les enjeux
écologiques trident de plus en plus les
pages des médias, et deviennent des
sujets prégnants au sein des directions
juridiques. Mais quid du périmètre réel du
droit de l'environnement et de son traitement
judiciaire ?

